

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

Périgny, le 11 mars 2026

Saisissez du texte ici

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ATLANROUTE**

ZA de Beaux Vallons  
17540 Saint-Sauveur-d'Aunis

Références : 0007207788/2026/168

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement ATLANROUTE implanté ZA de Beaux Vallons 17540 Saint-Sauveur-d'Aunis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ATLANROUTE
- ZA de Beaux Vallons 17540 Saint-Sauveur-d'Aunis
- Code AIOT : 0007207788
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une centrale d'enrobés. Il relève du régime de l'enregistrement. Les conditions d'exploitation sont encadrées par l'arrêté ministériel du 09/04/2019.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

Cette inspection réalisée dans le cadre de l'opération régionale coup de poing « produits chimiques ».

**Thèmes de l'inspection :**

- Action Régionale - 3
- REACH

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande d'action corrective	1 mois
4	Étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9	Demande d'action corrective	1 mois
5	Entretien des rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9	Demande d'action corrective	1 mois
7	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9	Sans objet
6	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non-conformités ont été relevées lors de la visite et des actions correctives sont à mettre en œuvre par l'exploitant dans les meilleurs délais. Les Fiches de données sécurité (FDS) doivent être maintenues à jour et accessibles pour les travailleurs. Les rétentions doivent être étanches. L'état des stocks et l'emplacement des produits dangereux doivent être des informations accessibles pour les services de secours et l'inspection des installations classées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  Lors de l'arrivée inopinée de l'inspection, seul le chef de poste est présent. Les FDS ne sont pas accessibles au chef de poste. Un classeur est présent pour les travailleurs. Les FDS du classeur sont obsolètes (antérieures à 2019) et les FDS du bitume sont absentes.  Lors de la visite, le chef de poste a fait appel à son responsable environnement qui est arrivé sur le site un peu plus tard. Le responsable environnement dispose de FDS en format numérique sur le serveur, qui sont également obsolètes. La FDS du gazole non routier (GNR) est datée de 2017 et celle du bitume est datée de 2013.  <b>Non conformité :</b> Lors de la visite, les FDS à jour ne sont pas disponibles pour les travailleurs.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de mettre à disposition des travailleurs les FDS actualisées des produits chimiques susceptibles d'être présents sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b>  L'inspection a notamment constaté la présence de moyens d'extinction appropriés (extincteurs à poudre à jour de leurs contrôles périodiques) et des conditions de stockage appropriées (température, ventilation, ...).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 4.9 de l'arrêté du 9 avril 2019 Capacité de rétention. <b>I.</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté des capacités de rétentions conformes pour le parc à liants et le GNR.  Ce constat n'appelle pas d'observations de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Étanchéité des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>II.</b> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.
<b>Constats :</b>  Le bitume et le GNR sont sur une même rétention qui n'est pas fermée.  L'exploitant a précisé que la vanne de la rétention a été ouverte pour évacuer les eaux pluviales lors des fortes pluies.  L'inspection constate lors de la visite que les sols de la rétention sont secs et que les dispositions nécessaires n'ont pas été prises pour refermer la vanne.  En outre, la position de la vanne n'est pas clairement visible pour les travailleurs. L'exploitant est allé chercher un tournevis pour ouvrir une trappe et constater la position de la vanne.  <b>Non conformité :</b> Le dispositif d'obturation de la rétention du bitume et du GNR n'est pas maintenu fermé, tel que prescrit à l'article 4.9 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de définir et mettre en œuvre un plan d'action permettant de garantir : - le maintien en position fermée des dispositifs d'obturation des rétentions, notamment pour les stockages de bitume et de GNR ; - la possibilité de vérifier à tout moment l'étanchéité des rétentions, notamment pour le bitume et le GNR.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Entretien des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que la rétention relative aux égouttures du GNR déborde sur les pistes.  <b>Non conformité :</b> Les rétentions ne sont pas vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant, tel que prévu par l'article de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de vider les rétentions avant leur débordement, notamment suite aux fortes pluies.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Constats :</b>  L'inspection n'a pas constaté de produits incompatibles sur une même rétention.  Ces constats n'appellent pas d'observations de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : État des stocks de produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté une liste de produits chimiques qui n'a pas été mise à jour depuis 2018.  Lors de la visite, l'exploitant a mesuré à l'aide d'une échelle la hauteur de GNR dans la cuve et précisé qu'une table de conversion permet de connaître le volume de GNR présent sur le site. La quantité de GNR présente sur le site n'est pas une information accessible pour les services d'incendie et de secours.  <b>Non conformité :</b> L'exploitant ne tient pas à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un registre et un plan des produits dangereux détenus sur le site, à jour et accessible pour les services de secours et l'inspection des installations classées. Il est demandé par ailleurs de mettre en place une jauge ou tout autre dispositif équivalent permettant de connaître le volume de GNR disponible sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois